



Remettre à plat les relations franco-allemandes pour l'Europe.

Publié le 7 mai 2025

Alors que nous sommes confrontés à la guerre sur notre continent, à une concurrence féroce à l'échelle mondiale, à une accélération des changements climatiques et technologiques et à des menaces de guerre commerciale mondiale, nous sommes entendus sur un agenda complet de relance de notre relation et pour renforcer l'Europe. Nous voulons rendre notre partenariat plus stratégique, plus opérationnel, afin d'obtenir des résultats concrets pour nos concitoyens et pour l'Union. Nous exploiterons au maximum la coordination et le réflexe franco-allemands pour rendre l'Europe plus souveraine, en mettant l'accent sur la sécurité, la compétitivité et la convergence.

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine a fait voler en éclats l'illusion selon laquelle la paix et la sécurité étaient garanties en Europe. Nous avons d'ores et déjà commencé à assumer une plus grande responsabilité pour notre propre sécurité, et nous allons en faire encore davantage. Nous continuerons d'accroître nos propres capacités de défense, pour renforcer également le pilier européen de l'OTAN.

Nous augmenterons nos dépenses de sécurité et de défense, soutiendrons la base industrielle et technologique de défense européenne et promouvrons une préférence européenne dynamique, en nous appuyant sur les propositions de la Commission d'instruments d'investissement publics et privés. Nous devons réduire nos dépendances stratégiques, le nombre de systèmes de défense existant en Europe, développer la standardisation et l'interopérabilité, afin de créer un marché performant et de favoriser une logique du « meilleur athlète » pour l'industrie, et poursuivre les travaux sur les solutions de financement pertinentes. Nous devons renforcer la production, la passation de marchés et les acquisitions en commun dans les domaines capacitaires prioritaires, comme cela a été décidé en européen.

Nous réunirons régulièrement un Conseil de sécurité et de défense franco-allemand, sur les questions de stratégie, de défense et de sécurité nationale, notamment pour coordonner notre soutien à l'Ukraine, la planification et la production dans le domaine de la défense ainsi que nos objectifs stratégiques de défense, ainsi que nos prochaines revues nationales stratégiques. Nous donnerons un souffle nouveau à nos projets de coopération bilatérale en matière de défense pour répondre à nos besoins actuels et futurs, tout en développant un programme d'innovation conjoint en matière de défense.

Nous demeurons unis et fermement engagés en faveur d'une Ukraine souveraine et indépendante. Nous n'accepterons jamais une paix qui serait imposée, et nous continuerons de soutenir l'Ukraine contre l'agression russe. Nous travaillerons en concertation avec les États-Unis, l'Ukraine et nos partenaires européens pour parvenir à un cessez-le-feu complet et durable. Nous sommes prêts à contribuer, une fois ce cessez-le-feu instauré, à une paix juste et durable, avec le soutien des États-Unis en matière de sécurité, et à des garanties de sécurité solides, en particulier une armée ukrainienne forte, afin de dissuader toute nouvelle agression russe à l'avenir. Nous adopterons également une approche concertée concernant la Russie et la menace systémique que celle-ci représente pour la sécurité européenne.

La prospérité est une condition *sine qua non* de notre souveraineté. Nous accélérerons la mise en œuvre de l'agenda de compétitivité de l'UE pour obtenir des résultats concrets.

Pour réduire les coûts de l'énergie et garantir la sécurité d'approvisionnement, la France et l'Allemagne mettront en œuvre un réalignement de leurs politiques énergétiques, fondées sur la neutralité climatique, la compétitivité et la souveraineté. Ceci implique d'appliquer le principe de neutralité technologique, en garantissant un traitement non discriminatoire de toutes les énergies bas carbone au sein de l'Union européenne, en adoptant une approche pragmatique en matière d'hydrogène bas carbone ; en reconnaissant que le gaz naturel peut constituer une énergie de transition pour les États membres de l'UE qui en auraient besoin ; et en mettant l'accent sur les émissions de carbone dans le cadre des efforts déployés pour atteindre nos objectifs énergétiques. En nous appuyant sur une vision complète de nos marchés énergétiques, nous sommes déterminés à réaliser des investissements efficaces dans les réseaux principaux, en particulier les infrastructures transfrontalières. Nous convenons que tout nouvel objectif climatique nécessitera des stratégies crédibles, afin de garantir la compétitivité de l'UE et de prévenir les fuites de carbone.

Nous devons également alléger de toute urgence les charges administratives dans l'UE, qui étouffent la croissance, en procédant à un passage en revue de l'ensemble des règles européennes, en éliminant les contraintes tout en conservant

les ambitions que nous nous sommes fixées. Nous soutenons les propositions de la Commission et soulignons la nécessité de concrétiser rapidement un agenda simplification, en particulier concernant la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD). Nous appelons à poursuivre la simplification des règles européennes.

Nous accélérerons également nos efforts sur les investissements, la recherche, l'innovation, les partenariats et les effets d'échelle dans les secteurs clés où l'UE doit conserver un avantage concurrentiel, notamment l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, l'énergie et les technologies propres, les biotechnologies, l'espace, les semi-conducteurs et la défense. Nous étudierons la question de la préférence européenne dans les marchés publics, en particulier pour les produits bas carbone. Nous travaillerons en outre à établir des règles de concurrence au niveau de l'UE pour que des champions européens d'envergure mondiale puissent émerger dans les secteurs clés.

Nous avons besoin d'investissements publics et privés, en particulier dans les infrastructures. La mise en place d'une véritable union des marchés des capitaux pour diriger notre épargne vers les entreprises européennes au service des transitions verte et numérique et de la défense, par l'égalité des conditions de concurrence, une relance du marché européen de la titrisation et un produit d'épargne européen, constitue pour nous une priorité absolue. Nous travaillerons de concert sur un cadre financier pluriannuel de l'UE modernisé pour répondre aux défis auxquels nous devons faire face et en avançant sur de nouvelles ressources propres.

Face à une concurrence mondiale plus rude, nous agissons pour un nouvel agenda de politique commerciale durable pour l'UE, pour réduire les risques et diversifier nos partenariats et chaînes de valeur, tout en renforçant la compétitivité européenne et assurant des sauvegardes efficaces sur l'agriculture et les secteurs stratégiques, conformément à notre engagement continu en faveur d'un commerce ouvert, équitable et fondé sur des règles. Cela ne doit pas être pris pour de la naïveté. Si l'on veut que les relations économiques soient mutuellement bénéfiques, il faut que les conditions de concurrence soient véritablement équitables.

Nous explorerons les moyens de mettre sur pied avec les États-Unis un agenda commercial et d'investissement qui soit mutuellement bénéfique. Dans le même temps, nul ne doit douter de notre détermination à préserver pleinement les intérêts de l'UE et à répondre fermement aux mesures préjudiciables prises à son encontre.

Nous encourageons la Commission à recourir à sa boîte à outils, avec rapidité et fermeté, lorsque cela est nécessaire pour protéger les intérêts européens. Nous favoriserons également une politique de sécurité économique efficace au sein de

l'UE. S'agissant de la Chine, nous coordonnerons nos évaluations de sécurité stratégique en adoptant une approche commune, en particulier concernant le commerce et la sécurité économique, tout en poursuivant notre mobilisation sur les questions relatives à la stabilité mondiale, aux changements climatiques et aux autres domaines d'intérêt commun.

Nous sommes également désireux de saisir cette occasion pour coordonner nos programmes nationaux de réforme économique et sociale, en particulier en matière de travail et de fiscalité. Nous créerons une plateforme de dialogue entre les partenaires sociaux français et allemands, ainsi qu'entre les experts économiques.

Nous devons également jouer un rôle moteur en matière de migrations. Nous veillerons à ce que le pacte européen sur la migration et l'asile soit pleinement et rapidement mis en œuvre, de manière uniforme en France et en Allemagne, ainsi qu'à obtenir des résultats concernant les règles européennes en matière de retour. Notre objectif est de donner un pilotage plus stratégique à l'espace Schengen et d'assurer une coordination étroite des contrôles aux frontières intérieures afin de veiller à son bon fonctionnement et à son efficacité.

Enfin, nous avons besoin de réformes pour garantir la stabilité de l'Europe. Au niveau interne, pour promouvoir la démocratie, l'état de droit et la capacité d'action de l'UE. Au niveau externe, pour nous préparer à l'élargissement et pour relever les défis géopolitiques, en nous appuyant également sur la Communauté politique européenne.

75 ans après la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950, nous sommes fiers de ce que les Européens ont accompli. Nous servirons, chaque jour, l'objectif de ces « *réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait* », et nous le ferons ensemble, la France et l'Allemagne, pour une Union européenne plus souveraine et promouvant ses intérêts.